



PRÉSIDENCE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

N° 3001-2020/ARR/DIMENC

du : - 9 NOV. 2020

AMPLIATIONS

Commissaire délégué	1
Trésorier	1
JONC	1
Archives NC	1
DIMENC	1
Mairie	1
Intéressée	1



ARRÊTÉ

mettant en demeure la Société Le Nickel – SLN de régulariser la situation technique de son usine de traitement de minerai de nickel à Doniambo, commune de Nouméa

LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE DE LA PROVINCE SUD

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu le code de l'environnement de la province Sud, notamment l'article 416-1 ;

Vu l'arrêté modifié n° 11387-2009/ARR/DIMEN du 12 novembre 2009 autorisant la Société Le Nickel – SLN à poursuivre l'exploitation de son usine de traitement de minerai de nickel à Doniambo sur le territoire de Nouméa ;

Vu les dispositions prévues à l'article 3.5.2 (*cuvettes de rétention des stockages*) des prescriptions techniques annexées à l'arrêté modifié n° 11387-2009/ARR/DIMEN du 12 novembre 2009 susvisé qui imposent : « *Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes....* » ;

Vu les dispositions prévues à l'article 12.2.2 (*cuvette de rétention*) des prescriptions techniques annexées à l'arrêté modifié n° 11387-2009/ARR/DIMEN du 12 novembre 2009 susvisé qui imposent : « *Les cuvette de rétention sont étanches....* » ;

Vu le compte rendu des inspections effectuées les 24 juillet et 2 octobre 2020 par l'inspection des installations classées sur le site de la société SLN, commune de Nouméa et transmis à l'exploitant par courriers n° CS20-3160-SI-2433/DIMENC du 14 août 2020 et CS20-3160-SI-3650 du 5 novembre 2020, conformément à l'article 416-11 du code de l'environnement ;

Vu le rapport n°89224-2020/1-ACTS/DIMENC du 5 novembre 2020 ;

Considérant que l'absence de rétention sous la cuve de stockage intermédiaire de fioul lourd de l'atelier charbon de l'usine a entraîné les deux pollutions au fioul lourd survenues les 24 juillet et 30 septembre 2020 ;

Considérant que ce fait constitue un manquement à l'arrêté modifié n° 11387-2009/ARR/DIMEN du 12 novembre 2009 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article 416-1 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SLN, de respecter les conditions imposées par l'arrêté modifié n° 11387-2009/ARR/DIMEN du 12 novembre 2009 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article 412-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de l'inspection des installations classées,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La Société Le Nickel - SLN située à Doniambo, commune de Nouméa, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 3.5.2 et 12.2.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté modifié n° 11387-2009/ARR/DIMEN du 12 novembre 2009 susvisé en mettant en conformité ses installations selon un planning de travaux validé en accord avec l'inspection des installations classées, sans excéder :

- quatre mois pour les cuves de stockage intermédiaires de fioul lourd aériennes de l'usine (1 cuve de capacité unitaire de 40 m³ à l'atelier charbon et 1 cuve de capacité unitaire de 10 m³ à l'atelier affinage) ;
- huit mois pour les cuves de stockage intermédiaires de fioul lourd semi-enterrées de l'usine (3 cuves de capacité unitaire de 50 m³ à l'atelier calcination et 2 cuves de capacité unitaire de 50 m³ à l'atelier préséchage).

ARTICLE 2 : Dans le cas où le délai prévu à l'article 1 ne serait pas respecté, et sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article 416-1 du code de l'environnement à l'encontre de l'exploitant (consignation financière, travaux d'office ou suspension du fonctionnement de l'installation).

ARTICLE 3 : En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Nouméa où il peut être consulté. Une copie du même arrêté est affichée en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est transmis à Madame la commissaire déléguée de la République, notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.



The image shows the official circular stamp of the Province of the New Caledonia South (PROVINCE SUD). The stamp features the coat of arms of the French Republic and the text 'Nouvelle-Calédonie' and 'REPUBLIQUE FRANÇAISE'. Overlaid on the stamp is a blue ink signature. To the right of the signature, the text 'La Présidente' and 'Sonia BACKES' is printed.

NB : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, vous disposez d'un délai de deux mois, à compter de la réception de cet acte, pour contester cette décision devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr